

SPECIFICATIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
S P M S

NB : le présent SPMS doit absolument accompagner l'offre technique, il devra être lu et approuvé par les entreprises soumissionnaires il sera dûment paraphé et signé à la dernière page. Toute offre non accompagné du présent SPMS sera rejetée.

1. OBJET	3
2. DOMAINE D'APPLICATION.....	3
3. DEFINITIONS	3
4. DEFINITION DES RESPONSABILITES	3
5. MODE OPERATOIRE	4
5 – 1 – OBLIGATIONS GENERALES DU ST	4
5 – 2 – ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	4
5 – 2 – 1 – Accès au chantier	4
5 – 2 – 2 – Circulation dans l'emprise du chantier.....	5
5 – 2 – 3 – Stationnement des véhicules.....	6
5 – 3 – INSTALLATIONS DE CHANTIER	6
5 – 3 – 1 – Clôture, Contrôle d'accès et Gardiennage	6
5 – 3 – 2 – Cantonnement	6
5 – 3 – 3 – Premier secours.....	6
5 – 4 – PROTECTION DU CHANTIER	6
5 – 4 – 1 – Déchargement et Stockage	6
5 – 4 – 2 – Manutention et levage	7
5 – 4 – 3 – Moyens de levage sur les ouvrages.....	7
5 – 4 – 4 – Protection des ouvrages enterrés, des planchers et des dallages.....	7
5 – 5 – NETTOYAGE SUR LE CHANTIER	7
5 – 5 – 1 – Nettoyage du chantier.....	7
5 – 5 – 2 – Nettoyage des engins et des voies publiques	7
5 – 6 – PROTECTIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES	8
5 – 6 – 1 – Général	8
5 – 6 – 2 – Protections individuelles	10
5 – 6 – 3 – Protections collectives	11
5 – 7 – SITUATIONS D'URGENCE.....	11
5 – 8 -- DECLARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET INCIDENTS	11
6. ENREGISTREMENTS DE CHANTIER	11
7. NORMES DE MATERIELS.....	11
8. REFERENCES.....	12

SPECIFICATIONS PARTICULIERES

EN MATIERE DE SECURITE

1. OBJET

Le présent document a pour objectif de préciser les mesures de prévention exigées par Redal vis à vis de ses sous-traitants (ST). Il permet en outre de sélectionner, dans le cadre des projets, les ST sur la base de leur aptitude à respecter les exigences de Redal en matière de prévention des risques, d'accidents et d'incidents

2. DOMAINE D'APPLICATION

Ces spécifications particulières en matière de sécurité s'appliquent à tous les projets de travaux, dans le cadre des Conventions de Gestion Délégée des Services d'Assainissement Liquide et de Distribution de l'Eau et de l'Electricité de RABAT.

3. DEFINITIONS

Sous-traitant (ST) : Toute entreprise chargée, pour le compte de Redal, de l'exécution d'un projet, de l'exécution des travaux, et qui peut être une entreprise de Génie Civil, des travaux Eau, Electricité et Assainissement, de travaux Divers ou un Bureau d'Etudes (dans le cas où il prendrait en charge tout le projet depuis la conception jusqu'à la réalisation).

4. DEFINITION DES RESPONSABILITES

a : Directeur Redal et Département des Achats b : Directeur des Investissements ou Travaux ou Exploitation ou Electricité ou Eau/Assainissement ou Logistique et Patrimoine c : Département SMQSE et Correspondant Sécurité d : Chef de projet Redal e : Sous-traitant (ST)	R : Responsable C : Consulté I : Informé				
	a	b	c	d	e
Responsable Processus	-	R	-	-	-
1. Organisation générale du chantier	-	C	C	C	R
2. Installations de chantier	-	I	I	C	R
3. Protection du chantier (balisage et signalisation)	-	I	C	C	R
4. Nettoyage sur le chantier	-	-	I	I	R
5. Evaluation des risques liés au chantier et préparation d'un plan de prévention des risques du Chantier	-	I	C	C	R
6. Validation du plan de Prévention du chantier	-	I	R	R	R
7. Protections individuelles et collectives	-	I	C	C	R
8. Suivi, contrôle et audit sur chantier	-	C	R	R	I
9. Situations d'urgence (préparation et réponse)	-	I	I	C	R
10. Mise en place des actions correctives et préventives suite aux visites et audits sécurité du chantier	-	I	I	R	R
11. Rapport, bilan du chantier	I	I	C	R	I
12. Déclarations des accidents de travail	I	I	I	I	R

5. MODE OPERATOIRE

Avant le démarrage des travaux, le ST est tenu d'établir un plan de prévention des risques propres au chantier, qui mentionne les moyens et organisations nécessaires pour maîtriser les risques identifiés. Le plan de prévention fera partie du dossier d'appel d'offres de l'entreprise. Le dit plan doit être validé par Redal avant le démarrage des travaux.

Les mesures de sécurité qui en découlent, sont en conformité avec les spécifications particulières de sécurité indiquées ci-dessous, lorsqu'elles sont applicables.

5 – 1 – Obligations générales du ST

Le chantier doit être organisé de manière à éviter les risques aux salariés du ST et les tiers. Le plan d'installation du chantier sera établi par le ST et soumis à la Redal pour avis et validation. Le plan doit comporter entre autres : la signalisation et le balisage du chantier, les locaux des salariés, les sanitaires etc.

Le ST doit désigner un Responsable Sécurité du chantier qui aura pour mission de mettre en place les mesures de sécurité prévues dans le plan de prévention des risques ainsi que de veiller au respect des dispositions sécurité prévues dans la présente spécification.

Le ST devra garantir la sécurité et la santé des travailleurs. A cet effet, il prendra en compte toutes les mesures nécessaires pour l'information et la formation des travailleurs.

Le ST assurera les mesures nécessaires pour que ses équipes aient la compétence nécessaire pour la réalisation des travaux. Il devra fournir aux équipes les protections individuelles et vêtements de travail adaptés et veiller à leur bonne utilisation.

Le ST devra garantir que seuls les travailleurs qui ont été formés et autorisés peuvent accéder à la zone de risque.

Le ST devra réaliser une liste exhaustive, qui sera soumise à l'approbation de Redal, de tous les engins à utiliser pendant chaque phase du chantier. Tous les engins de levage, de terrassement et de manutention doivent être contrôlés par un organisme agréé, selon la réglementation en vigueur. Le chef de chantier devrait avoir les certificats de conformité de chaque engin sur le chantier.

Le ST devra établir une liste exhaustive de l'effectif affecté au chantier, qui sera soumise à l'approbation de Redal.

Le ST devra établir une liste de l'effectif affecté au chantier, qui porte la signature de chacun, qui a bénéficié de la sensibilisation sur la sécurité. La liste sera transmise à Redal.

La fourniture, la mise en place et l'entretien des protections de sécurité seront à la charge du ST.

En cas d'intervention sur un réseau électrique mixte (HTA + BT), le ST doit s'assurer que les deux lignes électriques HTA et BT sont consignés (mis hors tension). Sachant que les étapes de consignation sont : Séparation, Condamnation, Identification, Vérification et Mise à la terre en court-circuit.

Redal aura le droit, d'appliquer des pénalités en cas de non respect de(s) spécification(s) particulière(s) de sécurité

5 – 2 – Organisation générale du chantier

5 – 2 – 1 – Accès au chantier

Les accès au chantier se feront à partir de la voirie publique existante. Le nettoyage des voies publiques empruntées par les engins devra être assuré par le ST ainsi que la signalisation routière et ce conformément à la réglementation en vigueur.

5 – 2 – 2 – Circulation dans l'emprise du chantier

Le ST prendra en compte les points suivants :

- Prise en compte des points difficiles ou singuliers de parcours (pentes, gabarit d'ouvrage, courbes prononcées, etc....),
- Mettre en place et maintenir en état la signalisation du chantier et les déviations provisoires,
- Nommer un chargé de signalisation placé au niveau des points dangereux du chantier (tels que les intersections), des veilleurs munis d'un drapeau de couleur vive qu'ils devront remuer et d'un gilet visible et phosphorescent.
- Les pistes et voies de circulation devront être convenablement entretenues par le ST jusqu'à la fin du chantier.

Une liste des consignes sera diffusée et expliquée aux conducteurs d'engins, leur instruisant de :

- 1) respecter l'itinéraire du chantier
- 2) nettoyer régulièrement les pare-brise, vitres, lunettes arrière, feux de signalisations....
- 3) vérifier que toutes les commandes sont en point mort.
- 4) s'assurer que les pressions d'huile et d'air, la charge et la température sont correctes au tableau de bord.
- 5) vérifier l'absence d'obstacle et prévenir le personnel aux alentours.
- 6) s'assurer de la bonne tenue du sol pour éviter tout reversement, en particulier en bordure de fouille et en crête de talus.
- 7) ne pas approcher une partie quelconque de l'engin ou d'une charge transportée à moins de 3 m d'une ligne électrique de moins 50000 V de tension et à moins de 5 m d'une ligne électrique de plus de 50000 V de tension.
- 8) de ne pas circuler avec une benne levée.
- 9) de ne pas transporter du personnel sur les engins.
- 10) d'arrêter le moteur, serrer le frein à main, caler les roues si le terrain est en pente, avant de quitter l'engin.
- 11) les engins ont la priorité sur les véhicules de service.
- 12) les engins en charge ont la priorité sur les engins vides.
- 13) le stationnement des véhicules de service doit se faire en dehors de la piste ou voie de circulation et des aires de travail. Si pour une raison majeure, un véhicule est immobilisé sur une piste ou voie publique, il sera fait usage d'un signal de danger.
- 14) limitation de la vitesse :
 - 20 Km/h (pour les engins lourds)
 - 40 Km/h (pour les véhicules légers)

Tous les engins doivent être équipés d'un signal visuel et sonore de recul. L'entretien éventuel de ces engins sur le chantier doit être effectué dans des endroits réservés.

Toute observation ou défaillance constatée concernant l'état mécanique d'engin ou véhicule devra être signalée au responsable du ST.

Le sous-traitant doit tenir à jour un registre d'entretien des engins sur chantier et mis à la disposition de Redal (chef de projet, correspondant sécurité, DSMQSE ...) pour contrôle éventuel de l'état mécanique et réglementaire des engins présents sur le chantier.

En cas d'intervention à proximité d'un réseau électrique, notamment pour des travaux non électriques (terrassement, construction...), les consignes suivantes doivent être respectées :

- L'assistance obligatoire de la Direction Electricité de Redal à l'établissement du plan de prévention du chantier, avant le démarrage des Travaux
- La consignation obligatoire (mettre hors tension) le réseau électrique lors des manœuvres des engins (grue, camion à grue, nacelle, camion nacelle, pelles mécaniques, tous les engins de terrassement. etc)

5 – 2 – 3 – Stationnement des véhicules

Des emplacements de parking en nombre suffisant seront mis à la disposition et entretenus par le ST pendant toute la durée du chantier.

Seuls seront autorisés à approcher des zones de travail les véhicules des sociétés transportant du matériel et/ou des matériaux, leur stationnement n'étant toléré que pendant la durée du déchargement.

5 – 3 – Installations de chantier

5 – 3 – 1 – Clôture, Contrôle d'accès et Gardiennage

Une clôture de chantier propre et en bon état sera mise en place par le ST dès le début des travaux.

Selon l'importance du chantier, un portail condamnera l'entrée du chantier et un panneau situé à l'entrée en interdira l'accès au public.

5 – 3 – 2 – Cantonnement

Les ST ayant besoin d'installer des bungalows de cantonnement et/ou bureaux de chantier devront le faire à l'emplacement prévu à cet effet.

Ces bungalows devront être maintenus dans un état de propreté satisfaisant, chauffés et ventilés si besoin. Leur installation électrique comportera les dispositifs réglementaires de protection différentielle et de mise à la terre et devra avoir été contrôlé par un électricien qualifié, expérimenté et habilité.

Des installations sanitaires conformes et adaptées (nettoyage, essuie-mains, savons, remplacement du matériel hors d'usage, ...) seront assurées par le ST.

Les branchements, l'alimentation en eau potable et en eau chaude des installations, ainsi que les évacuations devront être adaptés aux effectifs du ST et feront partie des obligations du ST.

Les évacuations d'eaux usées se feront sur une fosse ou sur un système d'assainissement prévu à cet effet. Les eaux pluviales seront rejetées vers un exutoire naturel. Ces prestations seront à la charge du ST.

Le ST doit équiper les lieux de cantonnement par un nombre suffisant d'extincteurs ou tout autre équipement de lutte contre l'incendie (RIA, bouche d'incendie,...). Il devra aussi prévoir des issues de secours et des affiches directionnelles correspondantes.

5 – 3 – 3 – Premier secours

Pour les premiers secours, le ST devra installer sur le chantier une boîte médicale qui sera contrôlée périodiquement et le produit épuisé sera remplacé.

Le ST doit établir une consigne écrite d'alerte en cas d'accident. Il doit aussi avoir sur le chantier, du personnel formé au secourisme.

5 – 4 – Protection du chantier

5 – 4 – 1 – Déchargement et Stockage

Tous les ST devront prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et assurer le déchargement ainsi que le stockage de leur matériel sur le chantier.

En cas d'intervention de plusieurs ST, ils devront définir les aires de déchargement et de stockage dont ils auront besoin. Le plan d'installation de chantier précisera les différentes zones de stockage qui pourront être mises à leur disposition.

Le chef de projet Redal, affectera à chaque ST une zone de manutention et de stockage, que chacun devra respecter et aura soin de baliser.

Les produits toxiques inflammables devront être stockés dans une zone définie préalablement avec le Responsable Sécurité de Redal et clairement identifiées par un panneau. Le lieu de stockage doit être aéré et loin de toute source de chaleur (flamme, soudure,...). Les bidons vides ou emballages seront évacués au fur et à mesure de l'utilisation des produits.

5 – 4 – 2 – Manutention et levage

Chaque ST pourra prévoir la manutention de ses matériels par ses propres engins de levage et de manutention. Le conducteur de chaque engin de levage devra pouvoir présenter l'autorisation de conduire, les attestations d'assurance et les certificats de vérification périodique (sans réserves ou avec les réserves levées) conformément à la réglementation en vigueur. Sur ces matériels, il devra être posé en permanence, près du conducteur, une plaque indiquant leurs limites d'emploi compte tenu de l'importance et de sa position du contrepoids, de l'orientation et de l'inclinaison de la flèche, de la charge levée en fonction de la portée.

Toutes les manœuvres d'engins s'effectueront par un conducteur qualifié, expérimenté et autorisé, en présence d'un homme de manœuvre ayant la formation appropriée et ne devront pas affecter la sécurité du personnel des autres ST ou de Redal.

Dans les zones d'approvisionnement non visibles par les grutiers, la communication avec celui-ci se fera par talkie-walkie, radio ou téléphone.

Les câbles devront être en bon état, et le crochet de levage devra être muni d'un dispositif de sécurité.

5 – 4 – 3 – Moyens de levage sur les ouvrages

Les projets d'installation de treuils, consoles ou autres moyens de levage sur la structure d'un bâtiment ou d'un ouvrage, doivent être approuvés par un bureau de contrôle agréé et communiqués à Redal. Ils devront préciser les modes de fixation, les charges à déplacer et l'effort maximum à exercer sur la structure. Les engins devront être installés sur une surface d'appui présentant une résistance suffisante.

Toute dégradation sera systématiquement réparée au frais du ST dont la manutention aura entraîné des dommages.

Les manutentions des conduites se feront au moyen de sangles de levage. L'utilisation d'élingues est strictement interdite.

5 – 4 – 4 – Protection des ouvrages enterrés, des planchers et des dallages

Tout ST qui utilisera des engins lourds, tels que grue automotrice, manitou, etc... sur des zones où se trouvent des canalisations, des câbles, des ouvrages enterrés, sur des dallages ou planchers d'un bâtiment ou d'un ouvrage, devra communiquer au responsable Redal les caractéristiques et le poids des engins avant intervention.

La protection qui s'avérera nécessaire sera à la charge du ST utilisant lesdits engins lourds.

Toute dégradation de ces ouvrages sera intégralement prise en charge par le ST.

5 – 5 – Nettoyage sur le chantier

5 – 5 – 1 – Nettoyage du chantier

Chaque ST devra nettoyer et évacuer ses gravats et déchets dans les bennes mises à la disposition sur le chantier.

Les dépenses relatives à l'enlèvement de ces bennes et le transport aux décharges publiques par les services des communes ou par une entreprise spécialisée, ainsi que les éventuelles taxes de mise en décharge, seront à la charge du ST.

5 – 5 – 2 – Nettoyage des engins et des voies publiques

Le nettoyage des voies publiques empruntées par les engins sera à la charge du ST. Dans le cas où un lot terrassement est affecté à un ST particulier, ce dernier sera responsable de ce nettoyage pendant toute sa période d'intervention.

L'état des voiries devra être conservé de façon à maintenir la sécurité des usagers.

Le lavage des engins sera effectué dans des zones réservées.

5 – 6 – Protections individuelles et collectives

5 – 6 – 1 – Général

La fourniture, la mise en place et l'entretien des protections de sécurité seront à la charge du ST.

Les fouilles pour construction de canaux et réseaux seront blindées sur toute leur longueur et munies de garde-corps en tête de blindage. Des moyens d'accès du personnel devront être aménagés par le ST en nombre suffisant de façon à éviter les trajets inutiles et maintenus en état par le ST jusqu'à la fin des remblais.

Les interdictions de fumer dans les ouvrages à risque, faisant l'objet de signalisation particulière, devront impérativement être respectées.

Le ST devra mettre à la terre toute installation électrique de chantier simultanément par :

Un conducteur de protection inclus dans la canalisation d'alimentation (câble 3P + N + T), ce conducteur assurant l'interconnexion générale des masses.

La liaison de la borne de terre du tableau de l'armoire de répartition à la prise de terre définitive de l'installation. Cette liaison sera constituée d'un conducteur en cuivre de section 25 mm² minimum. La résistance électrique de la prise de terre sera adaptée avec le seuil de fonctionnement des appareils différentiels présents sur chantier afin d'éviter une élévation du potentiel des masses supérieure à 25 volts. La sensibilité minimale des interrupteurs différentiels sera pour l'éclairage de 30 mA et pour force de 300 mA. La résistance sera mesurée périodiquement et, au moins, à l'époque la plus sèche de l'année.

Pendant la durée du chantier toutes les précautions doivent être prises pour empêcher les personnes d'être atteintes par des objets qui pourraient tomber des échafaudages ou d'autres lieux de travail.

Il est interdit d'abandonner sur le chantier des planches munies de pointes saillantes ou tous autres matériaux et matériel à arêtes vives pouvant causer la blessure des travailleurs.

Des protections collectives spécifiques à chaque phase de travaux devront être mises en place :

1/ Terrassement et excavation :

Avant de commencer les terrassements, le ST devra vérifier la présence éventuelle de conduites électriques ou d'autres systèmes de distribution.

Les réseaux trouvés seront balisés de façon très visible à l'aide de pancarte, banderoles, fanions, peinture ou tout autre dispositif ou moyen équivalent. Ce balisage devra être effectué avant le début des travaux de terrassement et maintenu jusqu'à disparition du danger.

Le ST devra établir un sens de circulation pour la réalisation de chaque tâche. Pendant les opérations de terrassement avec engin, aucune personne ne devra se situer dans la zone d'évolution de l'engin.

Dès l'apparition d'un signe d'affaissement de terrain, de fissures ou d'autres éléments laissant croire à une situation d'instabilité, le ST devra :

- arrêter immédiatement tout travail autour de la zone,
- isoler la zone en l'entourant d'une barrière et la signaler par des panneaux portant la mention :
DANGER – RISQUE D'ÉBOULEMENT -DEFENSE D'APPROCHER (Ecris visiblement en arabe et en français),
- informer immédiatement Redal.

Les arbres ainsi que les blocs de pierre qui se trouvent à proximité des fouilles, devront être enlevés ou solidement maintenus de façon à ce que leur équilibre ne risque pas d'être compromis durant l'exécution des travaux.

Lors de l'excavation, les mesures suivantes devront être prises en compte:

- Pour éviter les risques d'éboulement, les parois des fouilles en excavation ou en butte doivent être aménagées.
- Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être obligatoirement blindées, étrépillonnées ou étagées.

- Le blindage doit être conforme aux normes. Il doit être mis en place et enlevé sans exposer les exécutants au risque d'éboulement. Ainsi, il doit être suffisamment résistant pour supporter la poussée des terres.
- La hauteur des panneaux d'un blindage doit être au moins égale à la profondeur totale de la fouille.
- Pour éviter tout renversement ou déplacement de blindage, après avoir été descendu dans la fouille, il doit être convenablement calé.
- Les fouilles en tranchée devront comporter les moyens nécessaires pour l'évacuation rapide des personnes en cas de danger imminent.
- Selon la profondeur, une banquette libre devra être aménagée entre le bord de la fouille et le talus des déblais, en interrompant la ligne des déblais.
- Les tranchées doivent être délimitées par des barrières de protection de 100 cm au minimum de hauteur, visibles, jointives et en bon état.

2/ Travaux en souterrain :

- Le ST devra présenter à Redal un plan de prévention du chantier, tenant compte des Travaux spécifiques en souterrain, dont l'approbation ne diminue en rien la responsabilité du ST.
- La qualité de l'atmosphère des galeries souterraines en cours de percement et des puits en cours de fonçage doit être compatible avec l'hygiène et la sécurité des travailleurs.
- La qualité de l'atmosphère des galeries et des puits en cours de percement, doit être contrôlée systématiquement moyennant un détecteur étalonné.
- Il devra respecter strictement les règlements en vigueur concernant ce type de travail, notamment la détection de gaz nocifs, mesures lors du travail dans un milieu pulvérulent, appliquer les normes et adopter les dispositifs de la sécurité maximale pour le personnel.
- Il devra poser les soutènements nécessaires pour garantir la sécurité du personnel et des autres intervenants.
- Il devra prévoir et maintenir un système de communication entre les fronts de travail de la galerie et les entrées de celle-ci pour pouvoir agir rapidement en cas d'urgence.
- Le ST doit aussi assurer un éclairage adéquat dans les puits et dans la galerie et aussi un éclairage de sécurité.
- Lors des travaux de soutènement par du béton projeté, les lieux de travail devront être aérés de façon adéquate, en minimisant d'une manière efficace la formation de poussière, en sélectionnant les engins ou outillage appropriés, ainsi que des ventilateurs, pour assurer un niveau constant d'oxygène.
- Les puits réservés pour accéder aux galeries doivent comporter des garde-corps, des échelles fixes et des dispositifs antichute (potence ou tripode d'ancrage, anti chute à rappel automatique, harnais, longes et connecteurs...) conformes aux normes, ainsi que les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes (cas de situation d'urgence).
- Les puits ouverts par le ST doivent être clôturés (clôture propre, visible et convenable).

3/ Travaux en hauteur :

Les plates-formes, échafaudages et passerelles, ainsi les dénivellations d'une hauteur supérieure à 2 m devront être protégés par des garde-corps, menus de plinthe.

Les échafaudages devront être construits entretoisés et contreventés de manière à supporter les charges auxquelles ils seront soumis.

Les plates-formes de travail, les passerelles doivent être :

- Construites pour qu'aucune de ses parties ne puisse subir une flexion exagérée ou inégale.

- Construites et entretenues de manière à réduire les risques de trébuchement ou de glissement du personnel.
- Etre maintenues libres de tout encombrement inutile et constamment débarrassées de tout gravât et décombres.

Les échelles utilisées devront être d'une longueur suffisante pour offrir dans toutes les positions dans lesquelles elles sont utilisées, un appui sûr aux mains et aux pieds. Elles doivent dépasser l'endroit où elles s'appuient de 1 mètre au moins, ou être prolongées par un montant de même hauteur formant main-courante à l'arrivée. Elles devront être fixées ou maintenues pour ne pas glisser ni basculer. N'utiliser que des échelles conformes et respectant la réglementation en vigueur. Les échelles doivent être équipées de sabots antidérapants.

5 – 6 – 2 – Protections individuelles

Le port de vêtement de travail et des équipements de protection individuelle est OBLIGATOIRE. Tout élément de protection individuelle devra être conforme aux Normes en vigueur ou, à défaut, aux normes européennes ou internationales.

Tout vêtement ou équipement de protection endommagé ou périmé sera débarrassé et remplacé à l'instant. Les vêtements qui s'élargissent à cause de leur utilisation ou par des tolérances de celles admises par le fabricant, seront remplacés immédiatement.

L'utilisation d'un vêtement ou équipement de protection ne représentera jamais un risque.

Liste non exhaustive, des équipements de protection individuelle :

Équipement de protection individuelle	Normes (CE)
Appareil respiratoire isolant	EN 145
Bottes de sécurité	EN 345
Bottes diélectriques	EN 50321
Casque de sécurité	EN 397
Chaussures de sécurité	EN 345
Casque électriquement isolant BT	EN 50365
Cuissardes de sécurité	EN 345
Ceinture de maintien au travail	EN 358
Ceinture à cuissardes	EN 813
Ecran de sécurité pour soudeur	EN165, EN 166, EN 169, EN 175
Ecran facial pour électricien	EN165, EN 166, EN 170, EN 171
Gants pour soudeur	EN 388, EN 407, EN 420....
Gants en plastique	EN 374, EN 388, EN 420....
Gants isolants	EN 60903
Gants en cuir	EN 388, EN 420
Gilet de sauvetage	EN 393, EN 395, EN 396, EN 399
Gilet fluorescent de signalisation	EN 471
Harnais d'antichute	EN 361
Lunettes de protection	EN 165, EN 166, EN 170, EN 172...
Masque de protection et cartouche pour masque	EN 136, EN 140, EN 141, EN 149, EN 371 et EN 143, EN 148...
Masque auto sauveteur	EN 404
Manchettes pour soudeur	EN 470
Protection anti-bruit	EN 352
Sur gants	EN 388, EN 420
Tablier en cuir pour soudeur	EN 470
Vêtement de travail	EN 340
Vêtement de protection contre pluie	EN 340, EN 343
Vêtement anti-feu	EN 340, EN 470, EN 531
Waders de sécurité	EN 345

5 – 6 – 3 – Protections collectives

Liste non exhaustive des protections collectives :

Panneau de signalisation
Affiche indicatif de risque
Barrière de protection
Garde-corps
Fil de balisage
Filet de sécurité
Clôture autonome de retenue des piétons
Passerelle
Balise lumineuse clignotante
Extincteur d'incendie
Ligne de vie
Vérificateur d'absence de tension
Dispositif anti chute de puits

5 – 7 – Situations d'urgence (préparation et réponse)

Pour les projets ayant des installations de chantier fixes :

Le ST doit identifier les situations d'urgence potentielles liées à son chantier.

Le ST doit établir et tenir à jour un processus pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence potentielles.

Le ST doit réaliser de(s) test(s) et de(s) exercice(s) pour évaluer la capacité à répondre aux situations d'urgence potentielles identifiées.

5 – 8 – Déclaration des accidents du travail et incidents

Tout accident de travail devra être déclaré par le ST, conformément à la réglementation en vigueur. Le ST devra contracter une assurance pour ses travailleurs et ce, pour toute la durée du chantier.

Le ST a l'obligation d'aviser immédiatement le responsable Redal après l'arrivée d'un accident du travail ou tout incident sur chantier.

6. ENREGISTREMENTS DE CHANTIER

Les documents suivants doivent faire l'objet d'un enregistrement :

Cahier de chantier, plan de prévention validé, rapports de visites de sécurité, rapports des vérifications techniques et réglementaires des engins et appareils de levage, copie de marché y compris les SPMS, copie des contrats d'assurances.

7. NORMES (CE) DE MATERIELS

Ci-après liste non exhaustive de matériels :

Anti chute à rappel automatique : EN 360
Anti chute à récupération : EN 360 - EN 1498
Absorbeur d'énergie : EN 355
Accessoires pour élingues : EN 1677
Appareil de levage à charge suspendue : EN 12999, EN 13001
Blindage : EN 13331-1, EN 13331-2, EN 14653-1, EN 14653-2
Connecteur : EN 362
Crochet de levage : EN 1677
Civière : EN 1865
Dispositif d'ancrage : EN 795
Dispositif de sauvetage par élévation : EN 1496
Echelle portable : EN 131
Echelle fixe : NF E 85-016
Echafaudage de pied : EN 12810, EN 12811

Echafaudage roulant : EN 1004
Elingue de levage acier : EN 13414
Elingue de levage textile : EN 1492
Elingue de levage chaîne : EN 818
Elingue plate / sangle textile : EN1492
Engin de terrassement : EN 474-1
Engin de terrassement (pelle hydraulique) : EN 474-5
Escabeau : EN 14183
Filet de sécurité temporaire : EN 1263
Grimettes électricien : NFS-071-012
Garde-corps temporaire : EN 13374
Grue mobile : EN 13000
Grue à tour : EN 14439
Longe anti chute : EN 354
Ligne de vie: EN 795
Lasso d'ancrage (poteau) : EN 795
Manille levage : EN 1677
Plate-forme élévatrice mobile de personnel : EN 280
Plate-forme sur mat : EN 1495
Plate-forme suspendue : EN 1808
Passerelle : NF E 85-014
Système de maintien au travail : EN 358
Sangle d'ancrage : EN 795
Treuil et palan de levage motorisés: EN 14492

8. REFERENCES

Dahir n° 1-03-194 du 11 septembre 2003 portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du travail.